



# Baromètre VIPE

Vulnérabilité aux Ingérences  
en Période Électorale

# ROUMANIE



> 50 TRÈS VULNÉRABLE  
50 À 40 VULNÉRABLE  
< 40 PEU VULNÉRABLE

L'indicateur de vulnérabilités aux actions d'ingérences étrangères

MESURES RÉALISÉES EN AVRIL 2025,  
POUR LES ÉLECTIONS DE MAI 2025,  
© CLUB INFLUENCE AEGE



# SYNTHÈSE



## ROUMANIE

L'indice de vulnérabilité aux actions d'ingérence étrangères de la Roumanie est **élevé** avec un score global de 65% en avril 2025.

Ses vulnérabilités naissent principalement de **problèmes systémiques**, certains hérités de la période communiste. C'est le cas de l'influence démesurée de certains groupes de personnes, comme ceux issus des services de renseignement roumains (SRI).

Ces problèmes sont renforcés par l'importante **centralisation du pouvoir** autour du Bucarest et par la place de la **corruption**, ce qui crée une fenêtre d'opportunité pour des agents étrangers souhaitant exercer une influence institutionnelle directe.

La Roumanie cumule les vulnérabilités dues aux inégalités économiques et territoriales, à la frustration politique populaire et surtout à la **polarisation** de la société, des médias, en politique et de l'économie. Les médias sont aussi particulièrement perméables.

Des **éléments de résilience ont été mis en place** comme démontré par l'annulation du précédent scrutin, mais la **force institutionnelle pour résister aux ingérences est insuffisante pour se prémunir de telles attaques en amont.**

Des **opportunités sont en effet exploitées** par les puissances étrangères. Les ingérences russes ont été particulièrement évoquées durant le dernier scrutin, mais la Roumanie est en réalité à la croisée d'influences issues de nombreuses puissances majeures.

# L'INDICATEUR

## Démarche

Dans un contexte international marqué par une **intensification des actions d'influence** et de **manipulations informationnelles**, la démarche du club Influence de l'AEGE est de proposer un outil capable d'**éclairer la situation politique et institutionnelle d'un État** d'un point de vue **systemique**, sous l'angle de sa vulnérabilité aux ingérences étrangères. Ce baromètre a été pensé comme un instrument d'évaluation synthétique, permettant de poser un diagnostic global, visuel et accessible.

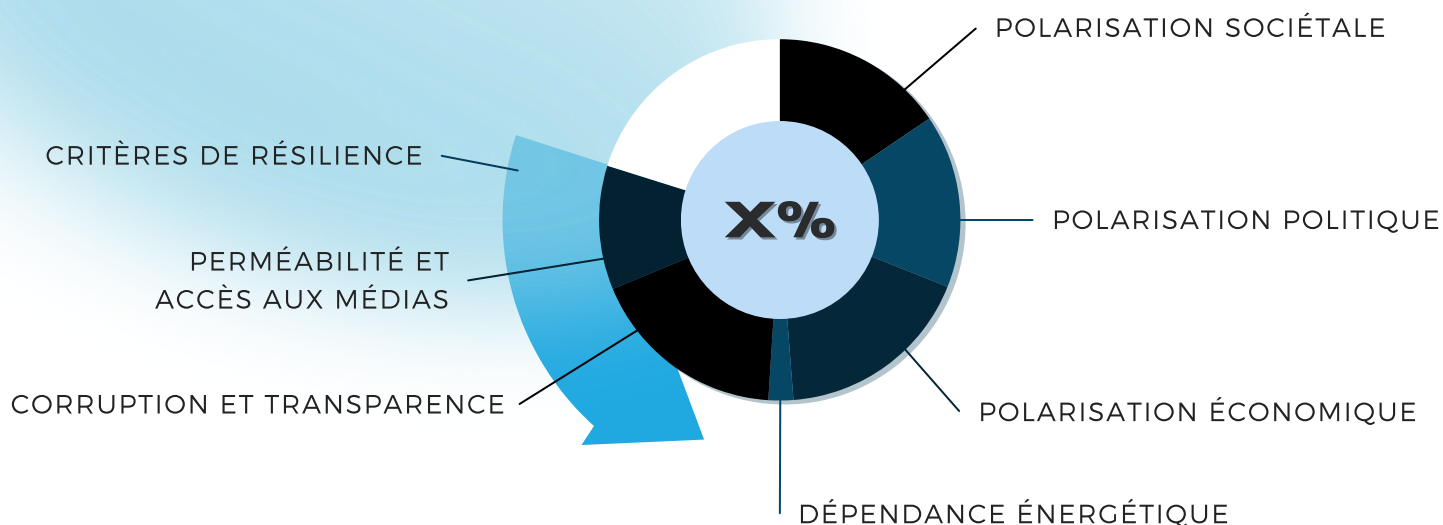
## Objectif

Ce baromètre a été conçu dans le but d'apporter **une lecture synthétique** du degré de vulnérabilité d'un État face aux ingérences étrangères. Sa mesure est réalisée dans la période précédant les élections législatives, du chef de l'État ou de gouvernement.

## Construction

Le baromètre est construit comme un **méta-indicateur** agrégeant un ensemble d'indicateurs développés par le club Influence de l'AEGE, ainsi que des indices élaborés par d'autres structures. Ces indicateurs sont pondérés à travers **6 grands critères thématiques**. L'attribution du score de vulnérabilité est obtenu en **ysoustrayant les critères de résilience**.

**Baromètre AGEIS : Alerte d'Exposition aux Générateurs d'Ingérence et d'Influence Systemique.**



## Ce que le baromètre n'est pas

L'objectif n'est pas de proposer une photographie exhaustive ou figée, mais bien de dresser **un panorama des fragilités d'un État**, potentiellement exploitables par des puissances étrangères et de ses ressources internes pour y faire face. Le baromètre ne détermine pas si des actions d'ingérence sont ou seront effectivement mises en place, que ce soit au moment des élections ou plus tard.

## Limites

La méthodologie employée présente plusieurs limites que nous avons identifiées. En ce qui **concerne la démarche** même : en mesurant un potentiel d'actions et non de faits ; en prenant la différence d'implication selon les contextes ; le risque de simplification excessive et d'instrumentalisation politique. Mais aussi concernant des **limites méthodologiques** : la notation reste subjective et liée à des appréciations qualitatives ; du poids égal entre les critères ; de la difficulté de quantifier certains éléments ; de la dépendance à la disponibilité des données.

## Pour en savoir plus

Une description complète de l'indicateur et de ses limites est disponible sur le Portail de l'Intelligence Économique.







# Baromètre VIPE

## Vulnérabilité aux Ingérences en Période Électorale

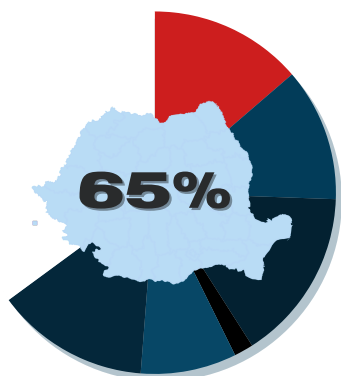
### SOMMAIRE

POLARISATION SOCIÉTALE	-----	PAGE 4
POLARISATION POLITIQUE	-----	PAGE 5
POLARISATION ÉCONOMIQUE	-----	PAGE 6
DÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE	-----	PAGE 7
CORRUPTION ET TRANSPARENCE	-----	PAGE 8
PERMÉABILITÉ ET ACCÈS AUX MÉDIAS	-----	PAGE 9
CRITÈRES DE RÉSILIENCE	-----	PAGE 10
ALLER PLUS LOIN	-----	PAGE 11



# POLARISATION SOCIÉTALE

La polarisation sociale de la Roumanie est notée à 78%. Lorsque l'indice tend vers 100%, la population est fortement divisée. Lorsqu'il tend vers 0%, la société est plus apaisée.



**Définition générale :** La polarisation sociale mesure les tensions entre groupes sociaux, ethniques, religieux ou générationnels. Elle reflète le degré de fragmentation de la société, et peut être exploitée par des acteurs étrangers pour amplifier les conflits internes.

**En bref :** La polarisation sociale en Roumanie repose **moins sur la diversité démographique** que sur une **dynamique de contestation civique et des clivages politiques profonds**, susceptibles d'être ravivés par des facteurs extérieurs ou des crises institutionnelles. Ce contexte crée un terreau favorable à l'ingérence étrangère, notamment via la manipulation de récits nationalistes, identitaires ou anti-européens.

## Critère 1 : Mouvements sociaux - Fort

Les mouvements sociaux en Roumanie peuvent être qualifiés de "forts" en raison de leur fréquence, leur ampleur et leur impact. Historiquement, **les manifestations de 2017 contre la corruption** ont rassemblé jusqu'à 500 000 personnes, témoignant d'une mobilisation massive. Plus récemment, **l'annulation des élections présidentielles en 2024** a ravivé des protestations de grande ampleur dans tout le pays. Ces mobilisations touchent aussi bien les citoyens que les institutions, comme l'a montré la **grève parlementaire** du parti d'extrême droite AUR. Cette continuité dans l'engagement populaire souligne une société civile active et contestataire bien que peu engagée politiquement.

## Critère 2 : Diaspora mobilisable en Roumanie - Faible

Certaines diasporas en Roumanie représentent une opportunité d'influence pour des acteurs extérieurs, bien que les risques de troubles politiques associés majeurs restent limités. **Les Magyars** (Hongrois de Roumanie), bien organisés politiquement via l'UDMR et soutenus par la Hongrie, peuvent être mobilisés sur des questions sensibles comme l'autonomie ou les droits linguistiques, ce qui pourrait créer des tensions si le contexte régional se tend. **Les Turco-tatares**, soutenus culturellement et religieusement par la Turquie, représentent un autre levier potentiel d'influence, surtout en Dobrogée à l'est du pays. En revanche, **les Russe-lipovènes**, discrets, et **les Roms**, peu structurés et centrés sur des enjeux sociaux, sont très peu susceptibles d'être instrumentalisés à des fins géopolitiques.

## Critère 3 : Tensions intergroupes - Modéré

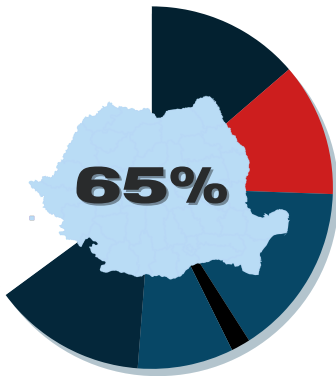
En Roumanie, les tensions intergroupes restent modérées malgré la polarisation politique croissante. Les divisions sont surtout le fait de **clivages idéologiques (pro-européens vs souverainistes)**, et non de conflits violents entre communautés ethniques ou religieuses. Des désaccords persistent autour de la place des minorités (notamment hongroise et rom), mais les débats se déroulent principalement dans le cadre institutionnel. Les manifestations sont fréquentes mais généralement pacifiques. Toutefois, la **montée des discours hostiles à certaines minorités**, portés par des partis nationalistes, laisse entrevoir un risque de durcissement si les tensions politiques s'aggravent.

## Critère 4 : Hétérogénéité ethnique et religieuse - Faible

La Roumanie présente une hétérogénéité ethnique et religieuse faible, avec une population largement homogène. Environ **89 % des habitants s'identifient comme ethniquement Roumains**, et plus de 85 % appartiennent à l'Église orthodoxe roumaine, ce qui en fait l'un des pays les plus homogènes d'Europe centrale. Les principales minorités sont les Hongrois (environ 6 %) et les Roms (entre 3 % et 10 %, selon les estimations). Ces dynamiques restent contenues, et **la diversité religieuse ou ethnique joue un rôle secondaire** dans la structuration politique et sociale du pays.

# POLARISATION POLITIQUE

La polarisation politique de la Roumanie est notée à 89%. Lorsque l'indice tend vers 100%, le pays dispose d'un paysage politique idéologiquement varié. Lorsqu'il tend vers 0%, il existe peu de division politique.



**Définition générale :** La polarisation politique mesure l'écart idéologique entre les partis, ainsi que les tensions qu'elle peut générer dans la société. Une forte polarisation fragilise la cohésion nationale, nuit au consensus démocratique, et crée des brèches pour des campagnes d'ingérence.

**En bref :** La polarisation politique en Roumanie est importante : **les partis sont fortement divisés autour de la question européenne.** L'annulation de la dernière élection présidentielle pour motif d'ingérence étrangère, et l'interdiction au candidat en tête de se représenter ont aussi accru ces tensions.

## Critère 1 : Polarisation des partis - Fort

En 2024, la Roumanie connaît une polarisation politique forte, structurée autour de deux blocs idéologiquement opposés. **Le bloc pro-européen (PSD, PNL, UDMR et partis centristes)**, favorable à l'intégration européenne, la coopération transatlantique et les institutions libérales, rassemble environ 52 à 55% de l'électorat. En face, **le bloc nationaliste et souverainiste (AUR, SOS Roumanie, POT, et l'indépendant Călin Georgescu)** mobilise 42 à 45% des voix, sur fond de discours anti-UE, identitaires et parfois pro-russes. L'émergence de Călin Georgescu, candidat indépendant arrivé en tête au premier tour de la présidentielle avec près de 23% des voix, a cristallisé cette fracture. Ce clivage profond entre deux visions de la société rend le pays particulièrement vulnérable à la manipulation de l'opinion. Dans ce contexte, la polarisation devient un terrain fertile pour la désinformation et les tentatives d'influence idéologique ou géopolitique.

## Critère 2 : Sujets socio-politiques clivants - Modéré

Les valeurs traditionnelles de la société roumaine font l'objet d'un **relatif consensus** même si celles-ci peuvent se voir contester par une partie de la jeunesse. Cependant, ce pays traditionnellement pro-UE et pro-OTAN est le théâtre ces derniers temps d'une **forte montée de la contestation de ces positions.** L'annulation de la dernière élection présidentielle est aussi un sujet majeur de division dans le pays, 23% des électeurs ayant voté pour le candidat interdit de se représenter.

## Critère 3 : Méfiance institutionnelle - Fort

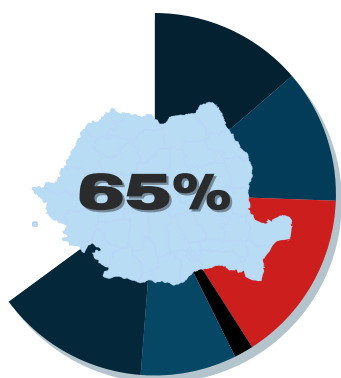
La forte méfiance envers les institutions en Roumanie est un phénomène persistant, particulièrement marqué à l'égard des institutions du système politique telles que le gouvernement, **le parlement et les partis politiques, envers lesquels environ 80% des Roumains n'ont pas confiance.** Ce faible niveau de confiance n'est pas nouveau, puisqu'il se maintient depuis le début des années 2000. **Le taux d'abstention de 68% aux dernières élections** illustre ce manque de confiance.

Plusieurs facteurs historiques et contextuels contribuent à cette situation. Immédiatement après la Révolution de 1989, une période d'optimisme avait entraîné une confiance élevée dans ces institutions, mais elle a rapidement **chuté en raison du chômage et de l'inflation.** Par la suite, l'évolution de la confiance a été étroitement liée à la performance économique et aux cycles électoraux, avec des hausses et des baisses significatives. Les tensions politiques, comme celles liées aux **lois de la justice en 2018**, ont également contribué à une diminution de la confiance des citoyens en ces institutions. Il est important de noter que cette méfiance ne se limite pas aux institutions politiques. Une part importante des Roumains exprime également un manque de confiance envers leurs concitoyens.



# POLARISATION ECONOMIQUE

La polarisation économique de la Roumanie est notée à 75%. Lorsque l'indice tend vers 100%, le pays est fortement voire totalement inégalitaire. Lorsqu'il tend vers 0%, il existe plus d'égalité économique.



**Définition générale :** La polarisation économique désigne l'écart de richesse entre les différentes classes sociales et régions. Elle se manifeste par des inégalités de revenus, de conditions de vie ou d'accès aux services publics, ce qui peut accentuer les tensions et alimenter le ressentiment au sein de la population.

**En bref :** La Roumanie connaît une forte polarisation économique, marquée par de **profondes inégalités entre régions, entre zones urbaines et rurales, et entre groupes sociaux**. Ces disparités fragilisent la cohésion sociale et nourrissent un sentiment d'exclusion, particulièrement chez les plus pauvres et les populations marginalisées.

## Critère 1 : Indice de Gini - Faible

L'indice de Gini est un indicateur utilisé pour mesurer le niveau d'inégalité de la distribution des revenus au sein d'un pays. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité extrême).

En Roumanie, cet **indice est de 0,33** en 2023, soulignant une inégalité de revenus marquée, notamment entre les **zones urbaines et rurales**. Chiffre à relativiser quand on compare le résultat de l'indice de Gini en France (0,29).

## Critère 2 : Disparité régionale - Fort

Les disparités en Roumanie sont fortement corrélées aux **disparités économiques entre les régions**. La région de Bucarest-Ilfov a un PIB par habitant comparable à celui de Madrid ou Berlin, tandis que la région Nord-Est est parmi les plus pauvres de l'Union européenne.

Deuxièmement, l'**accès aux infrastructures** est très inégal. Entre 2010 et 2015, la Transylvanie a attiré beaucoup plus d'investissements dans les infrastructures routières que le Sud et le Nord-Est. Le réseau autoroutier est concentré à l'Ouest du pays, laissant le Sud et le Nord-Est dépourvus.

Troisièmement, l'**activité économique est fortement concentrée dans la capitale** et quelques centres urbains comme Timișoara et Cluj. En 2017, 43% des personnes morales actives se situaient dans cinq judets (division administrative), dont Bucarest.

## Critère 3 : Taux de pauvreté - Moyen

En 2023, la Roumanie affichait le **taux le plus élevé de l'Union européenne** en matière de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, **touchant 32% de sa population**, soit environ un tiers des habitants. Cette proportion dépasse significativement la moyenne européenne de 21,4%. Le risque de pauvreté et d'exclusion sociale en Roumanie, bien qu'en légère diminution par rapport à 2022 où il atteignait 34,4%, reste une préoccupation majeure. Les zones rurales sont particulièrement affectées. De plus, **près de 41,5% des enfants roumains sont menacés de pauvreté et d'exclusion sociale**, un chiffre presque deux fois supérieur à la moyenne européenne.

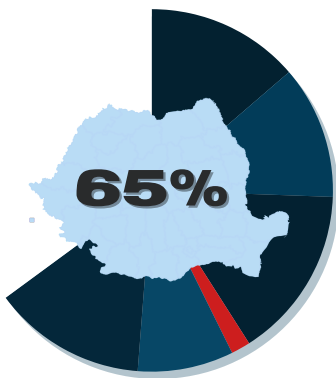
## Critère 4 : Ségrégation spatiale - Fort

La ségrégation spatiale est forte en Roumanie, notamment pour les populations roms, pour la différence entre les riches et les pauvres dans les zones urbaines, et enfin entre les ruraux et les urbains.

→ **Cela est dû en grande partie à l'explosion du marché immobilier depuis 2015** : les foyers les plus modestes sont repoussés loin des centres-villes, vers les périphéries. Les populations roms, quant à elles, sont principalement concentrées dans certains quartiers mal desservis et manquent d'infrastructures de base (on parle de "ghettos urbains" dans certains cas).



# DÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE



La dépendance énergétique de la Roumanie est notée à 33%. Lorsque l'indice tend vers 100%, le pays est fortement voire totalement dépendant. Lorsqu'il tend vers 0%, il est considéré comme plus autonome.



**Définition générale :** La dépendance énergétique d'un État désigne la part de sa consommation énergétique couverte par des importations. Une forte dépendance peut créer des vulnérabilités stratégiques et offrir un levier de pression aux puissances étrangères.

**En bref :** La Roumanie se distingue par **une dépendance énergétique relativement modérée grâce à ses ressources naturelles (gaz, pétrole, hydroélectricité)**. Toutefois, sa position dans le système énergétique européen et sa dépendance ponctuelle à certains acteurs régionaux, comme la Russie, la rendent attentive aux enjeux de diversification et d'autonomie.

## Critère 1 : Dépendance énergétique - Faible

La Roumanie **importe 31,6% de son énergie**, ce qui en fait l'un des pays les moins dépendants d'Europe dans ce domaine. Les perspectives sont plutôt positives, avec des investissements croissants dans les énergies renouvelables ainsi que dans l'exploitation de ses propres ressources en gaz et en pétrole (sous forme de gaz de schiste).

### Des ressources domestiques diversifiées :

Historiquement, le pays a été un important producteur de pétrole en Europe.

La Roumanie dispose de **réserves significatives de pétrole et de gaz naturel**, particulièrement dans la région de la mer Noire, ainsi que d'importantes **réserves de charbon (principalement du lignite)**.

Son potentiel hydroélectrique est bien développé. Enfin, les ressources en énergie renouvelable sont disponibles et leur exploitation se développe (éolien, solaire, biomasse).

### Atouts :

La Roumanie a le **potentiel de réduire sa dépendance énergétique à condition toutefois d'entreprendre les travaux nécessaires**. Elle dispose de gisements d'hydrocarbure offshore en mer Noire, comme Neptun Deep. Dans le nucléaire, elle prévoit l'extension de la centrale de Cernavodă avec deux réacteurs supplémentaires, ce qui augmenterait sensiblement sa production d'électricité. Dans le domaine des énergies renouvelables, la Roumanie dispose d'un fort potentiel éolien dans la région de Dobrogea, ainsi qu'un potentiel solaire notable en mer Noire.

### Faiblesses et vulnérabilités :

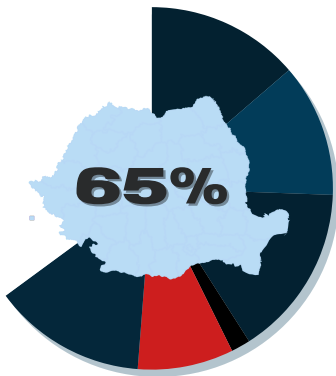
Malgré sa production domestique, la Roumanie reste **importatrice nette de pétrole pour répondre à sa demande intérieure**. La Roumanie importe encore une partie de son gaz de Russie, mais cette part a tendance à diminuer avec la découverte de nouveaux gisements en mer Noire. Le **vieillessement des infrastructures de transport et de transformation d'hydrocarbures** (raffineries) représente également un enjeu pour les années à venir. Enfin, certaines centrales électriques notamment à charbon, ont un rendement relativement faible et nécessiteraient des travaux de modernisation.

### Perspectives :

La Roumanie a les ressources et le potentiel pour atteindre, à moyen terme, un **haut niveau d'indépendance énergétique**. L'optimisation de ses ressources naturelles, conjuguée au développement des énergies renouvelables et nucléaires, lui permettrait d'assurer sa sécurité énergétique et même de devenir un exportateur net d'énergie.

Pour cela, le pays devra mettre en œuvre une stratégie énergétique cohérente et attirer les investissements nécessaires en adaptant son cadre réglementaire et administratif.

# CORRUPTION ET TRANSPARENCE



La corruption et le manque de transparence en Roumanie est notée à 83%. Lorsque l'indice tend vers 100%, le pays est fortement voire totalement corrompu. Lorsqu'il tend vers 0%, la transparence politique et économique est assurée.



**Définition générale** : un environnement corrompu affaiblit l'État de droit et crée des vulnérabilités pouvant être exploitées par un acteur extérieur. A contrario, la transparence dans la vie politique et économique d'un pays est gage d'une démocratie et dans une économie saine.

**En bref** : la Roumanie présente un **niveau de corruption encore préoccupant**, bien au-dessus de la moyenne européenne, et cette situation reste stable malgré des avancées notables. Ce contraste met en évidence un cadre formel en amélioration, mais une application encore limitée.

## Critère 1 : Indice de corruption - **Modéré**

Selon l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) 2024 de Transparency International, le pays a obtenu **un score de 46 sur 100, se classant au 65<sup>e</sup> rang sur 180 pays**, en stagnation par rapport aux années précédentes. Ce score place la Roumanie en dessous de la moyenne de l'Union européenne (64%), soulignant des lacunes persistantes dans la lutte contre la corruption. À titre d'exemple, **20% des usagers des services publics déclarent avoir payé un pot-de-vin dans les 12 derniers mois**. Près de la moitié des Roumains estiment que la corruption s'est amplifiée sur la même période.

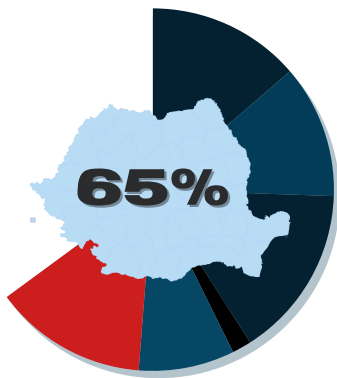
## Critère 2 : Dérégulation du lobbying - **Fort**

Pour l'heure, **il n'existe pas de législation spécifique encadrant les activités de lobbying en Roumanie**. Toutefois, certaines mesures de transparence ont été mises en place. Par exemple, le Premier ministre, les ministres ainsi que les secrétaires d'État ont l'obligation de publier quotidiennement l'agenda de leurs réunions, incluant les participants, la date, le lieu et le sujet des discussions.

En septembre 2016, le gouvernement roumain a introduit **un registre public permettant de recenser les réunions avec les représentants d'intérêts**, marquant une étape vers plus de transparence dans les interactions entre les responsables publics et les groupes d'influence. Par ailleurs, des initiatives issues de la société civile participent également à l'encadrement du lobbying dans le pays. C'est le cas de **l'Association du Registre Roumain de Lobby (ARRL)**, fondée en juin 2010, qui œuvre pour promouvoir et faire reconnaître l'activité de lobbying en Roumanie.



# PERMÉABILITÉ ET ACCÈS AUX MÉDIAS



La perméabilité et l'accès aux médias de la Roumanie est notée à 89%. Lorsque l'indice tend vers 100%, les médias sont plus libres et accessibles. Lorsqu'il tend vers 0%, la censure est plus forte et les médias moins nombreux.



**Définition générale :** degré auquel les médias d'un État sont accessibles et donc susceptibles d'être infiltrés ou influencés par des acteurs étrangers, notamment dans la mesure où la diversité des canaux multiplie les points d'entrée pour la diffusion de contenus (à des fins de manipulation).

**En bref :** la Roumanie est grandement vulnérable aux ingérences étrangères, le large accès à Internet en est l'une des raisons, qu'il faut conjuguer avec une presse libre plutôt diversifiée mais aussi fragmentée et manquant de transparence sur ses financements, accentuant une bulle informationnelle forte.

## Critère 1 : Part de presse libre - **Moyen**

Le score indiqué en 2024 par *Reporter Sans Frontières* est de 68,45. L'objectif du Classement mondial de la liberté de la presse est de comparer le degré de liberté dont jouissent les journalistes et les médias dans 180 pays ou territoires.

En Roumanie, les médias couvrent un large éventail de points de vue et permettent la circulation d'informations variées, ce qui encourage un journalisme d'enquête dynamique au service du public. Malgré cela, la provenance parfois obscure des ressources financières, notamment lorsqu'elles proviennent de l'État, combinée aux difficultés économiques du secteur, mine la qualité de l'information et affaiblit la relation de confiance entre les citoyens et les organes de presse.

## Critère 2 : Liberté d'Internet - **Fort**

Le score Freedom House est de 82/100. L'indice de liberté sur le Net mesure le niveau de liberté d'Internet de chaque pays sur la base d'un ensemble de questions méthodologiques.

En Roumanie, la diversité des partis politiques a permis des changements réguliers de gouvernement à travers des scrutins concurrentiels. Toutefois, les libertés individuelles, bien que généralement respectées, sont de plus en plus fragilisées par l'opposition d'acteurs politiques enracinés qui cherchent à freiner les efforts de la société civile et des institutions pour enrayer la corruption structurelle.

## Critère 3 : Bulle informationnelle - **Fort**

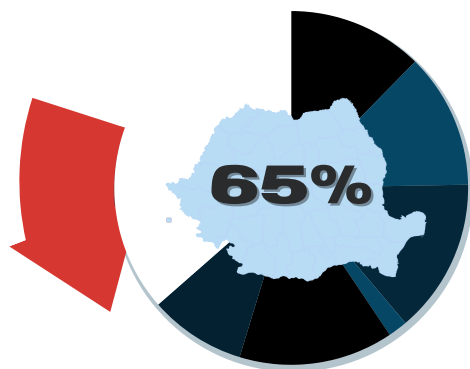
En Roumanie, **la pluralité des médias est limitée**, ce qui justifie une note "forte" pour la bulle informationnelle. **Le paysage médiatique est dominé par quelques grands groupes**, souvent politisés ou liés à des intérêts économiques et partisans. Certains médias, comme Antena 3 ou România TV, sont accusés de relayer des discours populistes ou conspirationnistes, tandis que d'autres, comme Digi24 ou Europa FM, tentent de maintenir une ligne éditoriale plus neutre.

Cette polarisation médiatique implique que **les citoyens s'informent généralement à travers des canaux qui confirment leurs opinions**, créant ainsi des bulles informationnelles fermées. La circulation de théories du complot est facilitée par les réseaux sociaux et certains médias sensationnalistes, renforçant la défiance envers les sources perçues comme "officielles" ou "pro-européennes". Ainsi, malgré la présence de plusieurs médias, la véritable pluralité des informations accessibles est très réduite.



# CRITÈRES DE RÉSILIENCE

Les critères de résilience retranchent jusqu'à 25% des résultats précédents, il est évalué à 10 pour la Roumanie. Lorsque à 25, le pays est considéré comme résilient, à 0, il est considéré comme mal protégé sur ses vulnérabilités.



**Définition générale** : les critères de résilience mesurent les capacités de défense informationnelle et institutionnelle d'un État. Plus elles sont faibles, plus les vulnérabilités précédentes peuvent être exploitées par des acteurs étrangers.

**En bref** : la résilience de la Roumanie aux ingérences étrangères reste limitée, avec **des lacunes structurelles notables dans le domaine de la protection contre la manipulation informationnelle**. Mais elle présente des atouts dans les domaines de la cybersécurité et de la lutte contre la corruption.

## Critère 1 : Existence d'une cellule de veille et de lutte contre les manipulations de l'information.

La Roumaine ne dispose pas, pour l'heure, d'une telle cellule, au niveau public et privé.

## Critère 2 : Existence d'un organisme en charge de la cybersécurité.

La **Direction Nationale de la Sécurité Cybernétique (DNSC)** constitue l'autorité nationale roumaine en matière de cybersécurité. À ce titre, elle a pour mission principale d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques publiques visant à prévenir et à contrer les incidents affectant les infrastructures cybernétiques nationales. Elle est également responsable de la détection, de l'analyse, de l'identification et de la réponse aux incidents de cybersécurité.

## Critère 3 : Existence d'une politique éducative

Aucune politique éducative portant sur l'information, la vérification des faits et la lutte contre la désinformation n'a été instituée. Exemple : modules de formations pour les enseignants et les élèves sur des thématiques liées à l'information, à la vérification des faits et à la lutte contre la désinformation.

## Critère 4 : Association politique supranationale.

La Roumanie dispose de **trois associations politiques supranationales**, le Réseau libéral du sud-est européen (LIBSEEN), l'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (ALDE) et l'Internationale libérale, qui jouent un rôle important dans la promotion des valeurs démocratiques et de l'intégration européenne.

Néanmoins, ces associations n'œuvrent pas directement pour la lutte contre les ingérences étrangères.

## Critère 5 : Existence d'organismes indépendants dédiés à la prévention, la détection et la sanction des actes de corruption.

Plusieurs institutions indépendantes ont un rôle clé dans la lutte contre la corruption. La **Direction nationale anticorruption (DNA)**, créée en 2002, est chargée d'enquêter sur les actes de corruption impliquant des hauts fonctionnaires et des élus. Les procureurs de la DNA disposent de pouvoirs étendus, notamment ceux d'enquêter, d'arrêter et de mettre en examen les suspects. Selon un rapport publié en 2014 par l'Union européenne, la DNA est considérée comme l'une des cinq institutions anticorruption les plus efficaces en Europe. Parallèlement, l'**Agence nationale pour l'intégrité (ANI)**, fondée en 2007, est responsable de la détection des conflits d'intérêts, des incompatibilités et des cas d'enrichissement illicite parmi les titulaires de charges publiques. Elle supervise les déclarations de patrimoine et d'intérêts des fonctionnaires et élus, contribuant ainsi à promouvoir la transparence et l'intégrité dans le secteur public. Ces deux institutions, en collaboration avec d'autres organes tels que la **Direction générale anti-corruption (DGA)** au sein du ministère de l'Intérieur, constituent le cadre institutionnel de l'intégrité en matière de corruption et transparence en Roumanie.

# ALLER PLUS LOIN

## **Banque mondiale - Coefficient de Gini :**

L'indice de Gini, mesure les inégalités de revenus dans un pays. Il varie de 0 (égalité parfaite) à 100 (inégalité totale) La Banque mondiale centralise les données nationales produites localement par d'autres entités.

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.GINI>

## **RSF - Classement mondial de la liberté de la presse :**

L'indice de RSF évalue la liberté de la presse dans 180 pays selon cinq critères : politique, légal, économique, socioculturel et sécuritaire.

<https://rsf.org/fr/classement>

## **BPI France - Fiche pays Roumanie :**

Les fiches pays de Bpifrance offrent une analyse synthétique des risques économiques et politiques d'un pays.

<https://www.bpifrance.fr/sites/default/files/inline-files/Roumanie%20Synth%C3%A8se%20des%20risques%2005-2022.pdf>

## **Freedom House - Freedom on the net :**

L'indice de Freedom House évalue la liberté numérique dans 70 pays, en examinant l'accès, la censure et les droits des utilisateurs. Il repose sur 21 indicateurs répartis en trois catégories : obstacles à l'accès, limitations de contenu et violations des droits des utilisateurs.

<https://freedomhouse.org/report/freedom-net>

## **Autorité électorale permanente – Résultats officiels des élections :**

Ce site centralise les résultats officiels, les informations sur les scrutins à venir, et les données relatives à la participation électorale.

<https://www.roaep.ro/prezentare/>

## **VIGINUM - Manipulation d'algorithmes et instrumentalisation d'influenceurs :**

VIGINUM analyse les manipulations ciblant l'élection roumaine. Une campagne sophistiquée a artificiellement promu un candidat via des manipulations d'algorithmes et l'utilisation d'influenceurs.

<https://www.sgdsn.gov.fr/publications/manipulation-dalgorithmes-et-instrumentalisation-dinfluenceurs-enseignements-de>

## **Transparency International - Corruption Perceptions Index :**

L'Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International évalue la corruption perçue dans le secteur public de 180 pays. Basé sur des enquêtes d'experts et d'hommes d'affaires, il attribue une note de 0 (très corrompu) à 100 (très intègre).

<https://www.transparency.org/en/cpi>

## **Intelligence Online - AdNow exposé : la Roumanie, véritable laboratoire de l'ingérence russe en Occident :**

AdNow, opérateur pro-Kremlin, teste en Roumanie des stratégies d'ingérence et de désinformation, exportées ensuite en Europe occidentale.

<https://www.intelligenceonline.fr>

## **IFES - The Romanian 2024 Election Annulment: Addressing Emerging Threats to Electoral Integrity :**

L'annulation de l'élection présidentielle roumaine 2024 révèle de nouvelles menaces : cyberattaques, désinformation, ingérence étrangère, défiant l'intégrité électorale.

<https://www.ifes.org/publications/romanian-2024-election-annulment-addressing-emerging-threats-electoral-integrity>

CLUB INFLUENCE



FAIRE DU BRUIT DANS LE SILENCE

AEGE





CLUB INFLUENCE

AEGE



FAIRE DU BRUIT DANS LE SILENCE

**AUTEURS :**  
GREGOIRE AUBRY  
BENJAMIN GOING  
BENOIT BOTTINEAU  
CAMILLE PITROU  
LÉONARD OGER  
PAULINE LAHACHE  
MATHIS BONNANT-MICHEL

